



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-158 du 12 mai 2025, mettant en demeure l'établissement ENGIE ENERGIE SERVICES de respecter les dispositions de l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral 2020-73 du 21 juillet 2020 applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement qu'elle exploite à Meudon, Carrefour des arbres verts.

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, sous-préfet de Nanterre (classe fonctionnelle I) - M. GAUCI (Pascal),

Vu le décret du 31 octobre 2024 portant cessation de fonctions et nomination du préfet des Hauts-de-Seine – M. BRUGERE (Alexandre),

Vu l'arrêté DCPAT n° 2020-73 du 21 juillet 2020 modifiant l'arrêté préfectoral DAG3/EB/98026 du 26 mai 1998 modifié, autorisant la société ENGIE ENERGIE SERVICES à exploiter une installation de combustion à Meudon, Carrefour des arbres verts et fixant les prescriptions de son exploitation,

Vu l'arrêté SGAD n°2024-50 du 18 novembre 2024, portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 6 novembre 2024 dans l'établissement de la société ENGIE ENERGIE SERVICES sis Carrefour des arbres verts à Meudon,

Vu le rapport de monsieur le directeur adjoint de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France en date du 18 mars 2025 constatant, à la suite de la visite précitée, le non-respect des dispositions de l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral 2020-73 du 21 juillet 2020 précité,

Vu le même rapport du 18 mars 2025 précité proposant au préfet de mettre en demeure la société ENGIE ENERGIE SERVICES de respecter les dispositions réglementaires précitées,

Vu le courrier en date du 18 mars 2025 de monsieur le directeur adjoint de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France transmettant à l'exploitant le rapport du même jour précité, et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de quinze jours à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

Considérant que lors de la visite du site en date du 6 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que le débit d'eau incendie disponible sur le site est inférieur à 200 m³/h, en méconnaissance de l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2020 précité,

Considérant que l'exploitant indique que des échanges avec la brigade des sapeurs-pompiers de Clamart en 2022 ont permis de recenser deux hydrants à proximité du site, qui pourraient permettre d'augmenter le débit disponible pour la lutte contre l'incendie,

Considérant que l'exploitant indique qu'après les travaux en cours sur la chaufferie elle aura une puissance inférieure à 50MW et que le poteau incendie existant sera alors suffisant pour répondre aux besoins en eau du nouveau site,

Considérant néanmoins que le non respect de l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral n° 2020-73 du 21 juillet 2020 précité constitue actuellement une non-conformité notable,

Considérant qu'il convient d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société ENGIE ENERGIE SERVICES (SIRET 55204695507535), dont le siège social est situé 1, place Samuel Champlain à Courbevoie, représentée par son président et exploitant une installation de combustion à Meudon Carrefour des arbres verts, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral 2020-73 du 21 juillet 2020 précité.

Elle devra mettre en place les mesures permettant de mettre en conformité le débit d'eau d'incendie disponible sur le site.

Afin de satisfaire à cette mise en demeure, l'exploitant pourra, le cas échéant, déposer un porter à connaissance (PAC) à l'attention du préfet des Hauts-de-Seine dans lequel il démontrera que le débit disponible sur le site actuel suffit à le défendre contre l'incendie. Ce PAC s'appuiera notamment sur les calculs de débit requis suivant la méthode D9 et pourra être étayé par les échanges eus avec la brigade des sapeurs-pompiers de Clamart en 2022.

ARTICLE 2

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté dans le délai imposé, et indépendamment des poursuites pénales éventuellement engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Publication

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 5: Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Meudon, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT), sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Pascal GAUCI